

Communiste S

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 9



juin 2004

Le projet de constitution européenne de Giscard institutionnalise l'ultra libéralisme tant sur le plan économique que social. Toute politique ne pourra être conduite que conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre (Art. III 69). Alors que la constitution française reconnaît le droit au travail et au logement, le projet Giscard propose la liberté de chercher un emploi et le droit à une aide au logement.

Cette constitution bafoue la démocratie et l'intérêt national en faisant de l'exploitation capitaliste la loi suprême en Europe.

Elle rend de fait illégales, donc répréhensibles, les revendications salariales et veut briser tout espoir d'un changement de société et de construction d'une alternative au capitalisme. De surcroît l'Art 140 définit la politique européenne de sécurité et de défense en proposant que les Etats membres s'engagent à améliorer leurs capacités militaires entraînant de fait la création d'un nouveau bloc impérialiste au service des milieux financiers.

Quel sens peut-on donner à la volonté de créer une constitution européenne vu les constats que l'on peut faire depuis l'entrée en vigueur du traité de Maastricht ?

- Augmentation de 2 millions de chômeurs dans les pays des 15.
- Précarité de l'emploi.
- Démantèlement et privatisation des services publics, des systèmes solidaires de protection sociale.
- Dépenses publiques et sociales sacrifiées.
- Recul de l'âge de la retraite de 5 ans et mise en concurrence du marché de l'électricité décidés lors du sommet de Barcelone en Mars 2002.

Une constitution européenne graverait dans le marbre l'orientation capitaliste du traité de Maastricht et ses conséquences désastreuses pour tous les salariés des nations européennes.

De quelles marges de manœuvre disposeront les élus de demain, qu'ils soient municipaux, départementaux, régionaux, nationaux ou européens ?

Ne seront-ils pas les objets politiques de Bruxelles et de la banque centrale européenne ?

Ne nous laissons pas endormir par des slogans fumeux et creux, du genre : on veut une autre Europe, une Europe sociale, une Europe ouverte, accueillante, humaine... comme on l'entend revendiquer un peu partout à gauche. Il faut avoir la lucidité de dire que ces slogans ont tout du vœu pieux.

L'Europe que vit notre peuple, c'est une agression permanente et insidieuse contre tout ce qu'il a construit et conquis au fil de son histoire. L'Europe d'aujourd'hui est devenue un super état qui ne dit pas encore son nom mais qui en a d'ores et déjà la fonction de base : pérenniser la domination du Capital. Il faut avoir le courage de dire non et d'appeler à lutter contre cette infernale machinerie supra nationale.

La droite et la social-démocratie (PS .et Verts) s'accordent sur une même conception de l'Europe : elles voteront le projet Giscard après le 13 juin.

Les listes du Parti Communiste lors des prochaines élections européennes doivent être porteuses d'un projet résolu et clairement anticapitaliste. Se contenter d'une position contestant simplement le concept d'antilibéralisme s'avérerait nettement insuffisant. En effet, nombreux sont ceux se réclamant de la lutte antilibérale (Verts, altermondialistes, certaines tendances du PS) sans être pour autant anticapitalistes.

Afin de se démarquer en tant que force révolutionnaire le combat contre le capitalisme doit être notre motivation fondamentale.

Le vote communiste à ces élections doit se positionner résolument du côté de la lutte et de l'avenir, en sachant que chaque élection est un moment d'une histoire qui reste à écrire pour la renaissance du communisme. C'est dans ce cadre que nous appelons à voter pour les listes d'initiative communiste.

Le Collectif P.C.F. 17

Parti de la Gauche Européenne : Non, merci ?

La consultation hâtive organisée par la direction du PCF à propos du Parti de la Gauche Européenne (PGE) a fait long feu. La question est repoussée après les élections du 13 juin.

Ce parti, le PGE a vu le jour à Rome les 8 et 9 mai. Le PCF n'en est pas membre fondateur, la direction n'ayant pu obtenir des adhérents qu'un mandat demandant que ce PGE soit "un espace politique et non un parti fédéraliste et que soit garantie la souveraineté de chaque parti".

Mais les dangers demeurent : Dans le manifeste, préambule des statuts du PGE, il est indiqué que les **partis s'unissent "quelle que soit leur opinion globale sur le projet de la constitution Giscard"**, véritable charte du capitalisme que les Verts et le PS s'apprêtent à accepter (au lendemain du 13 juin).

Quand on sait que, parmi les 10 partis fondateurs du PGE, au moins 4 ont approuvé Maastricht, on voit mal comment ce PGE voudrait et pourrait faire échec à l'Europe du capital.

De plus, comme le faisait remarquer la fédération du Pas-de-Calais du PCF : " Même si les partis membres de GE sont déclarés « indépendants et souverains » (article 1), leur souveraineté est limitée dans une organisation qui comporte statuts et obligation de les respecter. Par exemple à l'article 11 il est précisé :

« Une réunion du congrès doit se tenir au moins six mois avant les élections suivantes du parlement européen. »

Et à l'article 10 :

« Le congrès décide des orientations communes pour les élections européennes. ».

En clair, les partis nationaux seraient dessaisis de leur souveraineté au profit du PGE sur les enjeux cruciaux européens.

On comprend alors plus facilement pourquoi des partis communistes les plus importants en Europe, comme celui du Portugal, de Grèce et de Bohême-Moravie (120 000 adhérents, 41 députés), ont refusé d'être membres fondateurs du PGE.

Le PC de Grèce a motivé son refus en indiquant que le PGE serait entièrement lié et dépendant des organes de l'Union Européenne : C'est le parlement européen qui décide de l'existence d'un parti européen et de sa dissolution...

Les partis n'ont pas le droit d'amender leurs statuts ou leur règlement intérieur sans approbation du Parlement européen. Ils n'auront même pas le droit d'utiliser les fonds reçus selon leurs propres volontés et décisions, mais uniquement dans le cadre des priorités imposées et approuvées par l'Union Européenne.

Les partis de l'Alliance de Gauche Verte Nordique, qui sont dans le même groupe que celui des communistes au Parlement européen, ne sont qu'observateurs.

Finalement au lieu de rassembler, le PGE ne fait que diviser les forces progressistes : les travailleurs, face à cette Europe capitaliste n'ont pas besoin de cela !

A la supranationalité européenne que les communistes combattent depuis toujours, le PGE veut ajouter celle des partis.

Aux fructueuses coopérations que préconise le PCF, à l'internationalisme qui va bien au-delà de l'Europe des 25 et qui est une valeur fondatrice du mouvement communiste, le PGE veut substituer un super appareil.

Que deviendra la souveraineté des adhérents avec ce PGE, dirigé par un conseil de présidents des différents partis ? Faudra-t-il que les communistes français en élisent obligatoirement un, et ce, en contradiction avec leurs propres statuts?

Quand bien même on créditerait le PGE des plus louables intentions, il se verrait broyé en rien de temps, faute de s'appuyer sur des partis révolutionnaires suffisamment solides dans chacun des pays.

Faut-il considérer qu'il n'y plus d'avenir pour des partis communistes en Europe, alors que les valeurs et les idéaux qui ont porté le socialisme et le communisme sont toujours renaissants et que le communisme n'a pas dit son dernier mot ?

La direction du PCF doit ajourner tout projet de rallier le PGE. **Elle doit mettre en débat la question largement au sein du parti pour que chaque adhérent soit acteur et décideur de ce choix stratégique vital qui ne peut être tranché que par une décision de congrès.**

Contribution de Francisco Granados.

Quelques remarques du Professeur Oulianov

DEFICIT et EXCEDENT

Dans l'affaire des chômeurs recalculés, les juges du TGI de Marseille notent dans leurs attendus : "... **Il apparaît que le résultat financier de V assurance chômage était particulièrement excédentaire** (excédent de 1,3 milliards d'euros en 2000, estimation de 220 millions d'euros en 2001).

Ce n'est qu'à la suite d'une réduction volontaire des cotisations patronales et salariales que l'assurance chômage est devenue déficitaire".

On ne peut que féliciter les auteurs d'une telle analyse qui a rendu rouges (de colère) le baron Ernest et son vassal Chère Que

BACCALAUREAT

Le Professeur Oulianov propose 2 sujets de dissertation :

Sujet 1 : L'unicité de l'être humain à partir d'une déclaration de Colin Powell : " **"Nous ne nous intéressons pas au nombre de morts ennemis."**

Sujet 2 : Le courage en politique à partir d'une déclaration de Hugo Chávez : " **Je préfère être renversé que terminer comme un petit président social-démocrate qui n'a rien fait."**

CONGRES DE TOURS

Par 3 552 mandats sur 4 763, à une majorité qui dépasse les deux tiers, le Congrès de Tours a décidé l'adhésion du Parti socialiste à l'Internationale Communiste. Notre émotion est grande en écrivant ces lignes.

Enfin, enfin, enfin, le socialisme français rompt publiquement, solennellement avec les traditions périmées de la IIe Internationale, avec les routines humiliées autant qu'humiliantes du socialisme purement électoral, purement parlementaire, qui, sous la pression des circonstances historiques, avaient fini par réduire le marxisme révolutionnaire, dont elles prétendaient s'inspirer, au rôle " d'un roi qui règne et ne gouverne pas"...

L'Huma du 20 décembre 1920.

ETRE ou NE PAS ETRE...

Etasunien

Le PCF appelle à manifester partout le 5 juin contre la venue de Bush en France.

A La Rochelle, le chef de file de la tendance "*rue de l'Escale*" a décidé, seul, de refuser de s'associer à l'appel des pacifistes à manifester, Place des Petits Bancs, prétextant le souvenir du débarquement en Normandie.

Il a sans doute voulu fêter à sa manière le Centenaire de L'Humanité fondée par Jean Jaurès, assassiné parce qu'il était pacifiste.

Ce refus de manifester et cet amalgame sont bien dans la ligne droite initiée, après les attentats du 11 septembre, par **R. Hue** : ce dernier, oubliant (?) la nature impérialiste des USA et confondant l'Amérique et les Etats-Unis, avait déclaré : "**Nous sommes tous des Américains. J'apporte mon soutien à leurs dirigeants..."**

BLEU et ROUGE

Les Nouvelles ont abandonné le bleu au profit du rouge. On a pu y voir les outils, de la carte des Vétérans (qu'attendent toujours de recevoir cinq membres de notre collectif PCF 17 qui en ont fait la demande le 2 avril).

Ce changement ne peut que nous réjouir. Mais pour redonner des couleurs au PCF, il en faudra d'autres.

Encore un effort. Camarades !

AVE MARIA

Au lendemain des régionales, Sud-Ouest a relaté un long interview du responsable régional du PCF. Ce dernier a fait de Madame Royal un portrait si élogieux et si admiratif qu'elle apparaissait comme "**la Petite Mère des Peuples**", comme a conclu le journaliste.

Alors : femme-mère ou femme-serpent, la fée Mélusine du Poitou ? On ne rentrera pas dans ce débat sexiste et bouffon !

CONVERGENCE COMMUNISTE

En ce tout début de XX^{ème} Siècle, le capitalisme dominant et totalitaire écrase comme jamais les peuples de la planète. Sa nature même, ne lui permet pas de répondre aux besoins des êtres humains, des peuples, des nations ni à ceux du monde entier.

Au contraire, plus il se développe, plus il enfonce le monde dans la barbarie (l'exemple de l'Irak est flagrant).

En plusieurs siècles d'existence, le capitalisme n'a réglé aucune des questions fondamentales de l'humanité, la faim, la santé, l'éducation, la paix, l'avenir de la planète. Il mène une guerre idéologique, aidé par la social-démocratie pour criminaliser le communisme, son histoire, ses idéaux dans le but d'éradiquer tout espoir d'émancipation. Pendant des années en France, l'union de gauche et plus particulièrement le parti communiste ont représenté l'espoir d'un changement de société. Cet espoir a été mis en pièces parce que la gauche élue dominée par les socialistes ne s'est jamais attaquée au capitalisme et à ses fondements.

Communistes, nous pensons qu'un autre système économique et social peut être mis en place. L'idée communiste est toujours une idée neuve, émancipatrice, porteuse de liberté, d'égalité, de fraternité. Il suffit de l'approfondir, de la concrétiser. Cela doit se faire avec tout le peuple de France. Rien ne se fera sans ceux qui ont intérêt au changement. Pour bâtir cette alternative, nous avons besoin d'un vrai parti communiste de notre temps, sur la base de nos valeurs, de notre identité, car nous croyons au rôle irremplaçable de l'organisation politique.

Très nombreux sont les communistes qui ne se reconnaissent plus dans les choix opérés ces dernières années par sa direction. Opposés à l'alignement systématique des directions du parti sur la social-démocratie, opposés à la disparition dans les faits de notre parti (*congrès de Martigues et maintenant le parti de la gauche européenne*), **nous ne renonçons pas au rôle que les fondateurs du parti communiste français nous avaient assigné.**

Partout en France, des communistes, qu'ils aient choisi de rester adhérents au parti en contestant ses ou des choix, ou de ne plus l'être pour marquer leur désaccord, se retrouvent dans la **Convergence Communiste**, comme le Collectif PCF 17, pour agir en communistes.

Agir en communistes, c'est placer, au cœur de la lutte des classes, la remise en question de la propriété privée des moyens de production.

Agir en communistes, c'est ouvrir la perspective d'une nouvelle Internationale, car nous nous considérons internationalistes plutôt qu'europeens.

Agir en communistes, c'est refuser toutes compromissions, la recherche de la notabilité et de la notoriété, c'est rejeter les ambitions personnelles.

Agir en communistes, c'est faire vivre toutes les sensibilités communistes qui existent au parti. Notre parti muté a perdu la confiance d'un grand nombre de travailleurs, car prisonnier de ses choix réformistes, de son allégeance au parti socialiste et de l'abandon de son identité révolutionnaire.

Plus que jamais la nécessité se fait exigeante **d'un vrai parti communiste, révolutionnaire, démocratique. N'oublions pas que c'est en réaction contre la collaboration de classe, l'opportunisme, la guerre, que notre parti est né.**

Certains disent que nous sommes des ringards, des orthodoxes, des bolcheviks... et bien nous sommes fiers d'être cela, avec Henri Martin, André Gérin, Danièle Bleitrach, Henri Alleg, Jean Pierre Hemmen, Patricia Latour, Jean-Jacques Karman, Charles Hoareau, Freddy Huck, Annie Lacroix-Riz, Maxime Gremetz, Georges Hage...et combien d'autres. Avec "La Poley", "Nous prenons nos responsabilités", "La gauche communiste du PCF", "Rouges vifs", "Le pôle de la renaissance communiste", avec des sections, fédérations entières du parti..., avec de nombreux collectifs et réseaux : C'est cela la convergence communiste dont le collectif PCF 17 fait partie.

Le collectif PCF 17 se situe également dans le « courant révolutionnaire à reconstruire pour redonner ses couleurs au PCF » créé à l'intérieur du parti en juin 2003. Ce n'est pas un cénacle de spécialistes refermé sur lui même. Nous nous situons dans une optique de « convergence communiste » nationale et internationale. Nous sommes pour **l'unité des communistes dans l'action.**

La diversité de nos approches est aussi une richesse. **Dédramatisons** et remettons le parti sur les rails de la lutte des classes.

Jean Louis Rolland.

Soirée-débat du 13 mai :

Dans le cadre de la nécessaire mobilisation pour les élections européennes du 13 juin et de la bataille pour obtenir un référendum permettant au peuple de se prononcer sur la constitution européenne, le collectif organisait une soirée-débat le jeudi 13 mai.

André Gérin et Marcel Collet, membres de la Convergence Communiste, étaient invités.

Plus de 60 personnes y ont participé, 22 sont intervenues dans la discussion qui a duré plus de 2 heures.

Une camarade présente brièvement les objectifs de cette soirée, nos fortes inquiétudes en ce qui concerne la constitution européenne (voir édito).

Faut-il dire NON à la constitution de Giscard ?

Faut-il dire NON à toute constitution ?

Ces deux sujets sont abordés au travers des interventions :

La constitution européenne remplacera-t-elle la constitution Française ?

La référence aux valeurs chrétiennes ne s'oppose-t-elle pas à la laïcité ?

Peut-il y avoir une constitution favorable aux travailleurs ?

Pourquoi vouloir une constitution ? Qui a décidé ? On n'a pas demandé aux peuples leur avis mais on leur fait croire qu'il n'y a pas d'autre choix.

Les gens souffrent, il y a les licenciements, la répression syndicale, le dernier vote était clairement anti-droite.

En mai dernier, d'importants mouvements ont tenté d'empêcher la casse de nos systèmes de retraite, maintenant le gouvernement s'attaque au système de protection sociale, c'est le peuple tout entier qui est concerné.

Nous étions déjà contre le traité de Maastricht. Mais maintenant, à partir des réalités, comment réaliser une union des peuples et reconstituer l'internationalisme ?

La constitution Giscard, c'est le recul des droits.

Peut-on amender la constitution ? Si il n'y a pas de constitution, quel projet pour l'Europe ? Peut-on revenir en arrière par rapport à Maastricht ?

12 pays sur 15 en Europe ont été gouvernés par la gauche. Qu'ont fait ces gouvernements pour " l'Europe sociale " ?

On peut s'unir en tant que nations, mais pourquoi dans cette Europe là ?

Un surcroît d'institutions et de constitutions éloigne le peuple des décisions.

L'Europe ne pourra se faire sans les travailleurs.

Marcel Collet pense que le PCF a perdu la confiance de la classe ouvrière. Il rappelle que J.C Gayssot a participé à des décisions néfastes aux travailleurs. Il exprime son doute sur le vote communiste alors qu'il a toujours voté pour le parti depuis 56. Toujours membre du Parti, il fait part de ses craintes face au projet de création du parti de la gauche européenne : c'est le congrès de Tours à l'envers.

Il précise que même sans constitution, il y a déjà des dégâts en Europe. Les délocalisations en Pologne, par exemple, n'ont certainement pas été réalisées pour le peuple polonais.

Suite à une question d'un camarade délégué par la fédé, il est précisé que les membres du collectif, qui étaient contre les listes d'union avec le PS dès le premier tour aux régionales, se sont prononcés en AG pour la liste d'initiative communiste aux européennes.

André Gérin pense qu'il faut faire un état des lieux des pays d'Europe : Criminalisation de la misère, de l'immigration, de l'action sociale. Forte abstention, surtout dans les milieux populaires et ancrage des votes d'extrême droite.

Il faut repolitiser nos peuples.

On doit apporter des réponses nouvelles. Quel monde voulons nous ? Il n'y aura pas de politique nouvelle sans force communiste : le communisme n'a pas dit son dernier mot. Nous devons être optimistes, le capitalisme est en perte de crédibilité.

Il faut redonner du sens au clivage gauche droite, ne pas abandonner notre identité. Il se battra pour les listes du Parti et pour obtenir un référendum.

Nous sommes pour l'Europe des nations mais contre la colonisation des nouveaux états.

Nous voulons une Europe de la coopération, qui se batte pour la paix dans le monde.

Nous sommes au moins tous ici contre la constitution de Giscard. Pour le reste, nous étions justement là pour en débattre.

S'il y a une constitution européenne, que reste-t-il des décisions nationales, de la souveraineté ? **Il faut un grand débat national.**

Compte-rendu : Florence Granados.

Non au piège tendu par le capital européen, Non à toute constitution européenne

Les prochaines échéances électorales européennes nous amènent à réfléchir sur l'attitude adoptée par certains membres de notre Parti, notamment au sein de la direction nationale, eu égard à la volonté de voir créer une constitution européenne. Face à celle fatalement destructrice proposée par Giscard, certains pensent que cette initiative de sommet serait une réponse favorable aux travailleurs européens.

Qu'en est-il vraiment ? Avant d'analyser sur quels fondements repose cette prise de position, il est nécessaire de faire quelques remarques liminaires sur le traité proposé par la convention « Giscard ».

La constitution « Giscard » ou la destruction organisée des acquis sociaux et des services publics

En analysant au plus près le projet de charte ajouté au Traité issu de la Convention « Giscard », on s'aperçoit entre autres, que certains des objectifs sont la liquidation des services publics, processus déjà bien entamé en France depuis Maastricht, la suppression des droits fondamentaux comme celui au travail ou au logement, la criminalisation du droit de grève... bref un paradis juridictionnel pour les capitalistes, un enfer pour les peuples européens.

Cependant cette «horreur constitutionnelle» a reçu l'aval du cartel des directions des partis libéraux et social-démocrates français (P. S., Verts, U.M.P. et U.D.F.), les Verts et le P. S. soutenant l'idée d'une soi-disant «Europe sociale» en amendant de-ci, de-là le projet par un simple saupoudrage de mesurètes ; les alliés du capital ne reculent devant aucun artifice, notamment terminologiques, afin de nous faire avaler leur pilule empoisonnée.

Concernant ce projet, la position de notre parti et de l'ensemble des communistes qui le composent est extrêmement claire : la lutte contre ce projet de destruction sociale doit être sans merci et un référendum sur cette question doit être décidé afin que chaque citoyen puisse se prononcer. Dans ce combat commun, l'unité des communistes dans l'action peut d'ailleurs aboutir à un NON majoritaire.

Une constitution européenne : outil révolutionnaire ou arme de destruction massive pour le capital ?

Cependant que penser de l'idée même d'une constitution européenne qui semble séduire certains communistes ? Cette idée est pourtant née dans l'esprit des tenants du capital européen, relayée en cela par leurs marionnettes politiques d'obédience libérale. **Ce n'est en aucun cas une demande des peuples européens.**

Le double objectif est d'une part de graver dans le marbre les orientations capitalistes et libérales des traités de Maastricht, Rome, Nice, et, d'autre part, d'anéantir les résistances s'opposant à l'appétit gargantuesque du capital en assassinant juridiquement les entités qui lui sont le plus hostiles, à savoir les nations. N'oublions pas que c'est dans le cadre de la nation que sont nés, entre autres, la philosophie des lumières, les révolutions et les acquis sociaux (notamment en France). **Ne perdons jamais de vue que c'est ce cadre si propice à la résistance populaire et aux grandes avancées sociales que le capital veut pulvériser.**

Ajoutons à cela qu'une constitution créera de facto un super bloc impérialiste qui, par nature, emploiera la force devant tout obstacle y compris contre d'autres forces impérialistes : **«l'impérialisme stade suprême du capitalisme», stade suprême du risque de guerre et de chaos.**

Force est donc de constater qu'ayant réussi à entraîner la direction de notre Parti sur ce terrain, les forces du capital ont déjà gagné une bataille. La direction nationale, au nom du P.C.F., s'est laissée convaincre qu'il fallait une constitution. Le piège tendu par le capital a fonctionné le dernier rempart révolutionnaire tend à céder... du moins au niveau de sa direction !

Mais pour bien comprendre que cette fausse bonne idée est une erreur (consciente ou non) il faut en soulever les contradictions. Ainsi les précurseurs communistes de ce projet prônent une constitution qui reconnaîtrait la souveraineté des nations. Or une constitution européenne, par nature supranationale, n'a de sens que si elle organise politiquement les états en leur imposant des règles communes leur ôtant ainsi, par définition, toute souveraineté. A contrario si l'on est attaché à cette souveraineté, à quoi bon vouloir créer une constitution? On voit bien qu'il y a là une insurmontable contradiction.

Non à la résignation de la victoire du capitalisme !

Oui à la lutte des classes sur des bases révolutionnaires !

Mais une question reste encore sans réponse. Cette volonté dirigeante de voir naître absolument une constitution est-elle une erreur d'analyse et dans ce cas il faut la reconnaître et abandonner le projet, ou est-ce un choix sciemment concocté par une équipe dirigeante, résignée à la victoire du capitalisme, auquel cas ce serait l'abandon de toute identité communiste et révolutionnaire puisque les impératifs capitalistes (notamment la disparition des nations) seraient acceptés.

Le fait que les communistes n'aient pu donner leur avis sur cette question est un premier élément de réponse. Le fait que les expressions «gauche» et «antilibéralisme» tendent à remplacer respectivement celles de «communisme» et d'«anticapitalisme» dans les discours et les écrits de nos dirigeants (surfant ainsi sur la terminologie alter-mondialiste, donc non révolutionnaire), en est un autre. Enfin le fait que les dirigeants du parti nous imposent d'intégrer des structures fourre-tout, non-communistes, tel que le Parti de la Gauche Européen (composé d'une poignée de partis communistes et de partis social-démocrates voire centristes) devrait convaincre les plus sceptiques. Chacun jugera !

Une chose est cependant certaine : **tout parti révolutionnaire se doit de dire NON à toute constitution européenne) à l'Europe maastrichtienne supra nationale du chômage, de la déréglementation et des privatisations !**

OUI à l'Europe de la coopération et de la paix entre nations souveraines ! OUI au renforcement des P.C. du monde entier seuls capables de renverser l'ordre capitaliste par la lutte des classes sur des bases clairement révolutionnaires.

C'est tout le sens du combat de la Convergence Communiste.

Contribution de Bruno Bonin

L'autisme de l'Empire.

M. Bush formule ainsi sa doctrine : « *Libérer le monde du Mal et du Terrorisme.* », « *Déclarer la guerre au Terrorisme, affirma-t-il après le 11 septembre 2001, c'est aussi déclarer la guerre à tout Etat qui donne refuge à des terroristes. Car, un Etat qui accueille sur son sol des terroristes est lui-même un Etat terroriste et doit donc être traité comme tel.*».

Au nom de cette doctrine, M. Bush fit la guerre à l'Afghanistan en 2001 et à l'Irak en 2003. Et il menace d'autres pays comme la Syrie. On peut toutefois se demander si M. Bush est vraiment cohérent, car il y a bien d'autres Etats qui accueillent des terroristes, qui les protègent et qui ne sont ni bombardés ni envahis. A commencer par... les Etats-Unis eux-mêmes !

DEPUIS 1959, ON LE SAIT, les Etats-Unis ont parrainé des attaques terroristes contre Cuba. Il y eut l'invasion de la baie des Cochons en 1961, des mitraillages aériens contre des civils, des bombes dans des lieux publics à La Havane et ailleurs, (l'assassinat de fonctionnaires, la destruction en vol d'un avion de ligne cubain en 1976 qui fit près de quatre-vingts morts, ainsi que des dizaines de complots pour tuer M. Fidel Castro.

L'un des terroristes anticastristes les plus notoires, accusé d'être le cerveau de l'attentat contre l'avion civil en 1976, est **M. Orlando Bosch**. En 1989, M. George Bush père annula la décision du ministère de la justice qui avait refusé une demande d'asile formulée par M. Bosch. Celui-ci vit donc tranquillement aux Etats-Unis, où il poursuit ses activités anticastristes.

La liste des terroristes ayant trouvé refuge aux Etats-Unis comprend également M. Emmanuel Constant, de Haïti,

connu sous le nom de « **Toto** », un ancien leader paramilitaire de l'époque des Duvalier « **Toto** » est le fondateur du Front Révolutionnaire pour l'Avancement et le Progrès d'Haïti (FRAPH), groupe paramilitaire qui, aux ordres de la junte qui avait renversé le président Aristide, terrorisa la population de 1990 à 1994.

Selon des informations récentes, « **Toto** » vit dans le Queens à New York. Et Washington a refusé la demande d'extradition présentée par Haïti. Pourquoi ? Parce que « Toto » pourrait révéler les liens entre les Etats-Unis et la junte coupable d'avoir fait assassiner -par les hommes du FRAPH- entre 4 000 et 5 000 Haïtiens. . . Il faut ajouter que, parmi les gangsters qui ont participé, aux côtés des forces américaines, au récent coup d'Etat

contre le président Aristide figurent plusieurs anciens dirigeants de l'organisation terroriste FRAPH...

Washington répugne toujours à livrer ceux qui l'ont bien servi même s'il agit de terroristes. Ainsi, en février 2003, le

Venezuela a demandé l'extradition de deux officiers qui avaient participé au coup d'Etat du 11 avril 2001 contre le président Hugo Chávez et qui avaient ensuite organisé un attentat à Caracas avant de fuir à Miami, où ils ont trouvé refuge. Bien entendu, Washington a refusé.

Car tous les terroristes ne sont pas de même nature. Et ceux qui servent les intérêts des Etats-Unis ne sauraient être qualifiés du vilain terme de « terroristes ». Ils sont les nouveaux « combattants de la liberté », comme les médias qualifiaient jadis M. Oussama Ben Laden lui-même, du temps où il terrorisait Soviétiques pour le compte de Washington....

Noam Chomsky, universitaire étasunien.

LA DERNIERE MISSION
DE RAFFARIN.

FÀIRE PÈTER
LA SÈCU!



DEFENSE DE LA SECURITE SOCIALE

MANIFESTATIONS SAMEDI 5 JUIN à 11 Heures

- Place de Verdun à La Rochelle
- Devant le Palais de Justice à Saintes

A l'appel de : CFTC, CGT, FSU, FO, G 10, UNSA, Comité défense 17 de la sécurité sociale

NON à la présence de Georges W. BUSH en France !

RASSEMBLEMENT SAMEDI 5 JUIN à 15 Heures

Place des Petits Bancs à La Rochelle

A l'appel des organisations ci-après :

Association France - Palestine - Solidarité (AFPS), A.R.A.C., ATTAC, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), CGT, Cimade, collectif anti-guerres, Comité National pour l'Indépendance et le Développement (CNID), France Amérique Latine (FAL), LCR, Les Verts, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), mission populaire évangéliste, Mouvement de la Paix, MRAP.

Le collectif PCF 17 appelle les camarades à participer à ces rassemblements.

Comité De Défense des personnes mises en examen suite à la manifestation du 5 juin 2003 à La Rochelle.

Les 2 manifestants mis en examen ont été entendus par le Juge d'Instruction. Ce dernier a mis en examen 2 autres manifestants. La solidarité doit se poursuivre. Vous pouvez l'exprimer en adhérant au comité qui compte à ce jour plus de 770 membres.

J'adhère au comité de défense en qualité de

Nom et prénom :

Adresse :

Tel : e-mail :

Profession :

Je verse (5 € minimum, 1 € pour les "sans ressources") :

(chèque libellé à l'ordre de "Comité de défense 5 juin")

Bulletin à renvoyer à l'adresse suivante : Comité de défense, Maison des syndicats

6 rue Albert 1^{er}, 17000 LA ROCHELLE. : e-mail : comitededefense.5juin@caramail.com